

## Après l'examen des dossiers, place à la compétition

Page 3

## LE JOUR

D'ALGERIE

Vu la situation épidémiologique

Belmehdi : «Il n'est pas possible de parler d'ouverture du Hadj»

Page 2

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5372 - Mardi 11 mai 2021 - Prix : 10 DA

Plusieurs dossiers ont été relancés

## Benbouzid rencontre le syndicat des médecins spécialistes

Page 3

Le gouvernement Dbeibah déjà contesté à l'est comme à l'ouest

Par Mohamed Habili

En février et mars derniers, le sentiment prévalait généralement que la Libye était enfin placée sur de bons rails, sur lesquels elle n'aurait qu'à se laisser glisser pour arriver saine et sauve à bon port, c'est-à-dire à la tenue des élections générales marquant la fin d'une crise qui dure depuis maintenant une décennie. Mais dès le mois suivant, avril, cet optimisme subissait sa première épreuve de réalité, et elle n'était pas pour le conforter, tout au contraire. Une réunion du gouvernement d'union nationale qui devait se tenir à Benghazi a été reportée sine die, les autorités de fait à l'est n'ayant pas permis à une équipe de sécurité venant de l'ouest de préparer elle-même la visite du gouvernement. Les optimistes impénitents pouvaient néanmoins se féliciter de ce que cette équipe n'ait pas été arrêtée mais seulement empêchée de remplir la mission reçue d'un exécutif en théorie reconnu par tout le monde en Libye, et en dehors de celle-ci. Pour les forces armées de l'est, celles de l'ouest sont des milices terroristes. Comme telles, le pire aurait pu leur arriver à Benghazi, qui finalement ne s'est pas produit. Donc même si la perspective s'est quelque peu brouillée du fait de ce premier incident, elle ne s'est quand même pas complètement assombrie.

Suite en page 3

Les mesures anti-coronavirus ne sont plus respectées

## Les achats de l'Aïd amplifient le relâchement



Photo: Soraya/J. A.

A la veille de la célébration de l'Aïd El Fitr, les rues de la capitale et des grandes villes connaissent une ruée exceptionnelle des consommateurs sur les boutiques de prêt-à-porter et les marchés informels pour l'achat de vêtements.

Page 2

Programme national de logements

70 % des projets parachevés ou en cours de réalisation

Page 4

Éducation nationale à Béjaïa

Le SETE entre en grève

Page 16

Les mesures anti-coronavirus ne sont plus respectées

# Les achats de l'Aïd amplifient le relâchement

■ A la veille de la célébration de l'Aïd El Fitr, les rues de la capitale et des grandes villes connaissent une ruée exceptionnelle des consommateurs sur les boutiques de prêt-à-porter et les marchés informels pour l'achat de vêtements.

Par Louisa Ait Ramdane

Cette affluence se constate en dépit de la hausse des cas de contamination au coronavirus et les appels lancés par les spécialistes pour le respect des mesures barrières. Les rues de la capitale ne désemplissent pas, de jour comme de nuit. Les citoyens continuent à affluer sur les marchés et les boutiques pour l'achat de vêtements neufs, surtout pour les enfants. Impossible de se frayer un chemin tant les voies et les trottoirs sont bondés. Des files d'attente se forment aux abords des boutiques d'habillement, avec une clientèle habituellement féminine. Les trottoirs sont totalement occupés par les vendeurs informels qui proposent des jouets, des vêtements pour enfants, femmes et hommes, des articles ménagers, des produits d'emballage pour gâteaux et pâtisserie, ... Les gestes barrières ne sont observés ni par le citoyen ni par le commerçant. Dans les lieux publics comme les marchés, le port du masque et la distanciation physique sont délaissés. Les bilans quotidiens des cas de contamination au coronavirus, en hausse permanente, renseignent sur ce relâchement inquiétant dans le comportement des Algériens au respect des mesures barrières, notamment à l'approche de l'Aïd en raison d'une affluence record des consommateurs sur les bou-

tiques et marchés. La situation est de plus en plus préoccupante, d'autant qu'un relâchement du respect des gestes barrières a été constaté, depuis le début du mois de ramadhan, dans les lieux publics, marchés, transports en commun, magasins, ... Il suffit de faire un tour dans les rues pour constater de visu que la plupart des gens ne porte pas de masque de protection et ne respecte aucune distanciation physique, surtout que les contrôles relatifs au port du masque de protection dans les magasins, transports publics et autres, ne sont plus effectués comme avant. Conséquence de l'allègement des mesures de lutte contre le virus et l'absence d'un contrôle rigoureux, le citoyen a baissé la garde, notamment concernant le port du masque. Pourtant, les spécialistes ne cessent d'appeler à faire preuve de vigilance et à observer de manière rigoureuse les mesures barrières, notamment celle ayant trait au port du masque, au lavage fréquent des mains et surtout à la distanciation physique. Le Comité de suivi de la pandémie, les médecins et le premier responsable du secteur de la Santé ne cessent de répéter que sans un strict respect des gestes barrières et de la distanciation sociale, un rebond rapide de la pandémie de Covid-19 est à craindre. Ces derniers sont nombreux à alerter contre le risque d'une troisième vague de la pandémie, en raison de l'ap-



Ph/D. R.

parition de nouvelles souches du virus, de l'abandon des mesures de prévention et du retard dans la campagne de vaccination. Les Algériens doivent se ressaisir en observant les mesures barrières, surtout que le variant continue à faire des victimes chez nous. Le gouvernement doit également mettre le paquet dans la campagne de vaccination qui, pour l'instant, tourne au ralenti.

L. A. R.

Bilan des dernières 24 heures

## Virus : 184 nouveaux cas et 7 décès

L'ALGÉRIE a enregistré 7 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, soit le même nombre de cas qu'hier (7), portant à 3 335 le total des morts, a annoncé, hier le ministère de la Santé. Le nombre de contaminations a connu une nouvelle baisse, avec 184 cas, soit 20 cas de moins par rapport au bilan d'hier (204), pour atteindre, au total, 124 288 cas confirmés.

R. N.

Vu la situation épidémiologique

## Belmehdi : «Il n'est pas possible de parler d'ouverture du Hadj»

«Nous n'avons pas reçu d'appel officiel des autorités saoudiennes concernant le retour du Hadj cette saison», a indiqué le ministre des Affaires religieuses, ajoutant que «tant que la situation épidémiologique ne s'améliorera pas et l'espace aérien reste toujours fermé, il n'est pas possible de parler d'ouverture du Hadj».

S'exprimant, hier, sur les ondes de la Radio nationale, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a expliqué, concernant le retour du Hadj pour l'année en cours, que «pour le moment et devant la situation épidémiologique que connaît notre pays, il n'est pas possible de parler de Hadj», ajoutant : «On va attendre que la situation s'améliore, ce qui n'est pas le cas en ce moment, pour ensuite envisager le retour du Hadj». «D'ailleurs, nous n'avons pas reçu d'appel officiel des autorités saoudiennes concernant le retour du Hadj cette saison», a-t-il indiqué à ce propos. Pour rappel, l'Arabie saoudite a annoncé dimanche dernier son intention d'organiser les rituels du Hadj cette année dans des conditions préventives spécifiques, après son annulation en 2020 en raison de la pandémie de Covid-19. En outre, le ministre des Affaires religieuses a indiqué que durant ce mois de ramadhan «les mosquées, à l'ex-



ception de certains cas isolés, ont été des exemples les plus fascinants en adhérant aux mesures préventives et en maintenant le protocole de santé contre le Covid-19». «L'engagement envers les mesures de prévention pendant les prières de tarawih reflète un sentiment de civisme et de sensibilisation chez les citoyens», a-t-il déclaré. Il a, à ce propos, renouvelé son appel aux citoyens qui fréquentent les mosquées à adhérer aux mesures préventives et à

prendre les précautions nécessaires pour se protéger. En outre, concernant Zakat El-Fitr, le ministre a rappelé qu'elle a été fixée cette année à 120 DA par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, soit un «saâ» (une mesure de 2 kg) de nourriture. D'autre part, l'invité de la Chaîne1 a salué l'expérience de la plateforme numérique algérienne «Miqraa», destinée à la communauté nationale à l'étranger et à ceux qui souhaitent apprendre le Coran dans les

pays du Sahel et en Afrique. Il est à noter que le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a affirmé, dimanche dernier à Alger, que «cette plateforme virtuelle cible particulièrement la communauté algérienne établie à l'étranger ainsi que les frères issus des pays du Sahel et de l'Afrique qui désirent apprendre le Coran». Revenant sur les conditions dans lesquelles cette plateforme algérienne a été lancée, Belmehdi a fait savoir que «Miqraa a été conçue, dans une première étape, suite à la fermeture des mosquées et des écoles coraniques dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation du nouveau coronavirus», ajoutant qu'«en dépit de la gravité de la pandémie, des projets scientifiques, cognitifs et de services ont été réalisés l'année dernière et jusqu'à présent, dont la Miqraa». La plateforme numérique algérienne de récitation du Coran «Miqraa» tend, via son site électronique encadré par une élite de chouchoukh spécialisés et chevronnés en matière d'enseignement du Coran et ses sciences, à faciliter l'accès des différentes franges de la société à l'apprentissage du saint Coran et ses sciences via les techniques modernes et les techniques de récitation et de psalmodie selon «Riwayat Warch» et autres.

Thinherine Khouchi



Candidatures aux élections du 12 juin

# Après l'examen des dossiers, place à la compétition électorale

■ Le délai pour l'examen des dossiers de candidature aux législatives du 12 juin a expiré, dimanche à minuit, laissant place à la compétition électorale dont le lancement officiel est prévu le 17 mai. En effet, l'examen de ces dossiers se fait dans les 12 jours au plus tard suivant la date de leur dépôt, ainsi la date butoir a été fixée au 9 mai 2021.

Par Meriem Benchaouia

Un total de 25 416 dossiers de candidature déposés auprès de l'Autorité nationale indépendante des élections (Anie), dont 12 854 par des partis politiques et 12 562 par des indépendants, a été examiné par cette instance. Selon les derniers chiffres communiqués par l'Anie, «le nombre total des listes de candidature a atteint 2 490, dont 1 237 listes de partis et 1 253 listes d'indépendants». Au moins 1 483 listes ont déjà été acceptées «sans réserve» pour prendre part aux élections législatives du 12 juin, dont 646 listes présentées par des partis politiques et 837 listes par des indépendants, a annoncé le président de cette instance, Mohamed Charfi. Toutefois, certaines candidatures figurant sur des listes ayant obtenu le feu vert de l'Anie pour participer à ce rendez-vous électoral, ont été rejetées. Il s'agit d'au moins 898 listes, dont 462 listes sous l'égide de partis politiques et 436 listes d'indépendants, a-t-il précisé. En outre, pas moins de 297 listes ont été rejetées définitivement par l'Anie qui a fait état, dimanche, du dépôt de 847 recours auprès des tribunaux administratifs, dont 450 déposés par des partis politiques et 397 par des candidats indépendants. La loi organique portant régime électoral laisse aux candidats la possibilité de déposer un recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai



PH. R.

de trois jours francs, à compter de la date de la notification du rejet. Le rejet des candidatures dans les circonscriptions électorales à l'étranger peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif d'Alger dans un délai de quatre jours francs, à partir de la date de sa notification. Le tribunal administratif territorialement compétent est appelé, ainsi, à statuer dans un délai de quatre jours francs, à compter de la date d'introduction du recours. Le jugement du tribunal administratif est susceptible d'appel dans un délai de trois jours francs devant le tribunal administratif d'appel territorialement compétent, à compter de la date de notification du jugement, prévoit la loi. Le tribunal administratif d'appel statue

de trois jours francs, à compter de la date d'introduction du recours. Toutefois, l'arrêt du tribunal administratif d'appel n'est susceptible d'aucune voie de recours, stipule la loi électorale. Par ailleurs, il a été décidé de mettre en place une cellule de coordination Anie-partis politiques pour lever les obstacles susceptibles d'entraver le bon déroulement du scrutin du 12 juin. La décision a été prise à l'issue d'une réunion entre le président de cette instance avec les représentants de 16 formations politiques, tenue à leur demande, quelques heures avant l'expiration du délai d'examen des candidatures. Les responsables de ces 16 partis politiques ont tenu à exprimer leur

mécontentement au sujet de la révocation de certaines candidatures. «Le long débat, qui a duré certes des heures, a permis la prise de décisions consensuelles, dont la constitution d'une cellule de coordination, de concertation et de dialogue entre l'Anie et les représentants de la classe politique, le but étant de prévenir toute piste pouvant entraver le bon déroulement des prochaines législatives», a souligné M. Charfi. Cette cellule sera chargée d'«encadrer les représentants des partis au sein des bureaux de vote et de suivre en toute transparence les différentes opérations de dépouillement, conférant ainsi davantage de crédibilité aux élections».

M. B.

Plusieurs dossiers ont été relancés

## Benbouzid rencontre le syndicat des médecins spécialistes

Les rencontres entre le ministère de la Santé et les syndicats du secteur se poursuivent. Après le Snpssp, Abderrahmane Benbouzid s'est réuni, hier, avec des membres du Syndicat national des praticiens spécialistes de santé publique (Snpspp).

Lors de cette rencontre, le ministre a instruit les directions centrales concernées de relancer plusieurs dossiers, notamment ceux inhérents au Service civil et à la progression dans la carrière.

Les instructions du ministre ont porté également sur la situation des services de santé publique ouverts aux concours de chefferie de services hospitalo-universitaires, les textes d'application de la loi sur la santé,

les primes d'intéressement, les concours des hospitalo-universitaires, l'IRG et la place du partenaire social dans la hiérarchie des actions ministérielles. Aussi, Benbouzid a instruit les directions centrales concernées à l'effet de relancer tous les dossiers exposés lors des réunions de la commission de suivi et de lui rendre compte de l'état d'avancement de chaque dossier. Les dossiers en question, apprend-on, concernent le jumelage et le parrainage, la place occupée par le partenaire social dans la hiérarchie des actions ministérielles et la prime d'intéressement. Le ministre lors de cette rencontre à laquelle a pris part le Secrétaire d'Etat chargé de la réforme hospitalière, P Ismail Mesbah, a exposé la

situation socioprofessionnelle des travailleurs du secteur, l'évolution de la situation épidémiologique et les moyens et la stratégie mise en place pour la maîtriser et la gestion ainsi que les questions liées à l'amélioration des conditions de prise en charge des citoyens, a indiqué un communiqué du ministère. De son côté, D' Mohamed Yousfi, président du Snpssp, a proposé au ministre de réactiver la commission mixte en vue de la concrétisation des engagements pris. Comme il a réitéré la disponibilité de son syndicat à «contribuer à tous les efforts permettant au secteur de se développer dans un climat favorable basé sur le dialogue, la concertation et la confiance», en comptant sur les efforts de

l'Administration centrale en vue d'avoir le plus de visibilité sur les aspirations des praticiens spécialistes et les dossiers en instance. Lors de cette rencontre, les membres du bureau national du Snpssp ont évoqué «leurs préoccupations socioprofessionnelles ainsi que les défis auxquels ils font face sur le terrain». Ils se sont également «félicités du dialogue et de la concertation auxquels a appelé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres», ajoute la même source. Faut-il rappeler que des appels à la grève avaient été lancés par des syndicats du secteur de la Santé. La satisfaction de revendications socioprofessionnelles, qui remonte pour certaines à

## Le gouvernement Dbeibah déjà contesté à l'est comme à l'ouest

Suite de la page une

De là où on était, la vue pouvait encore porter jusqu'au 24 décembre, date à partir de laquelle la Libye nouvelle devrait être sortie de ses limbes. Mais avec ce qui s'est passé dernièrement, cette fois à Tripoli, où un groupe armé a fait irruption dans un bâtiment du Conseil présidentiel, pour notamment exiger la démission de la ministre des Affaires étrangères Najla Mangoush, on peut difficilement continuer de se bercer de l'illusion que la Libye est sur la bonne voie. Et ce n'est pas tout, là où les milices exigent l'éviction de la ministre ne veulent pas non plus entendre parler du remplacement du responsable en charge de la sécurité à Tripoli, un changement auquel entendait procéder le gouvernement Dbeibah. Si Najla Mangoush n'est plus en odeur de sainteté auprès des autorités militaires de fait à Tripoli, à supposer qu'elle l'ait jamais été, c'est parce qu'en présence même de son homologue turc elle a osé renouveler la demande formulée depuis le début par son gouvernement, comme d'ailleurs par l'ONU, comme quoi tous les mercenaires présents en Libye devaient comme convenu quitter rapidement le pays. En visite ensuite à Berlin, le même ministre turc a fait savoir que les forces fournies par son pays ne répondaient pas à la définition de mercenaires, puisqu'elles étaient là en vertu d'un accord passé avec le gouvernement libyen précédent, celui d'union nationale de Fayaz el-Serraj. En clair, elles y sont elles y restent. Un gouvernement de transition établi sur de bonnes bases se serait hâté de lever toute confusion à cet égard. Le gouvernement Dbeibah ne l'a pas encore fait. Il n'a même pas renouvelé sa confiance à celui de ses membres ciblé. Tout cela n'augure rien de bon ni sur sa capacité à concrétiser la feuille de route constitutive de son mandat, ni même sur sa durée. Le fait en effet est qu'à l'est comme à l'ouest, il a été remis à sa place dès lors qu'il a voulu agir comme la seule autorité légitime dans le pays.

M. H.

plusieurs années, a été exigée. La situation aurait pu se corser d'autant que le bras de fer entre tutelle et représentants des travailleurs était inévitable. L'ouverture du dialogue entre les protestataires et le ministère devrait permettre de calmer les esprits et trouver des solutions aux problèmes posés.

Aomar Fekrache

## Programme national de logements

## 70 % des projets parachevés ou en cours de réalisation

■ Le bilan élaboré par la wilaya d'Alger indique que le programme global destiné à la capitale compte 174 105 unités, dont 114 145 de type location-vente, 18 085 logements publics locatifs (LPL), 14 321 logements promotionnels publics (LPP), 13 075 logements sociaux participatifs (LSP), 13 203 logements promotionnels aidés (LPA) et 1 276 logements du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS).



PH.D. R.

Par Hocine N.

**S**oixante dix pour cent des projets inscrits au titre du programme national de logements, qui prévoit la réalisation de plus de 1,2 million d'unités, sont par-

achevés ou en cours de réalisation, selon un bilan présenté hier lors de la visite du Premier ministre, Abdelaziz Djerad, de projets de logements dans la capitale.

Il ressort du bilan dressé par le ministère de l'Habitat, de

l'Urbanisme et de la Ville que sur un total de 1 239.201 logements programmés, 199 753 unités (16% du programme) ont été parachevées en 2020/2021 et 667 727 autres sont en cours de réalisation (54 %). Les travaux de réalisation

de 371 721 autres logements programmés n'ont pas encore démarré, soit 30 % du programme tracé, selon le bilan.

Concernant la répartition de ce programme par quotas, le bilan fait état de 397 393 logements location-vente (AADL), dont 308 647 en cours de réalisation et 60 126 parachevés, et de 226 104 logements publics locatifs (LPL), dont 151 087 en cours de réalisation et 56 493 unités parachevées.

Jusqu'au 25 avril dernier, le nombre des logements publics locatifs (LPL) a atteint 66 838 unités (un chiffre qui comprend également les logements achevés avant fin 2020), selon la même source.

Concernant le bilan des programmes livrés en 2020-2021, le nombre des logements a atteint 233 910 unités, ajoute-t-on de même source.

Le bilan élaboré par la

wilaya d'Alger indique que le programme global destiné à la capitale compte 174 105 unités, dont 114 145 de type location-vente, 18 085 logements publics locatifs (LPL), 14 321 logements promotionnels publics (LPP), 13 075 logements sociaux participatifs (LSP), 13 203 logements promotionnels aidés (LPA) et 1 276 logements du Fonds national de péréquation des œuvres sociales (FNPOS).

Sur l'ensemble du programme, 137 681 unités sont en cours de réalisation, soit 80 % des logements programmés dans la wilaya d'Alger, parallèlement à la réception de 10 794 unités (6 % du programme).

La réalisation de 12 545 unités (7 %) n'a pas encore été lancée, selon le bilan qui fait état également de l'arrêt des travaux au niveau de 12 085 unités (7 %).

H. N.

## Distinction à titre posthume à Budapest

## Le journaliste hongrois Chrudinak distingué par l'ambassade d'Algérie

**L'**ambassade d'Algérie en Hongrie a distingué l'ancien journaliste Alajos Chrudinak à titre posthume, en guise de reconnaissance de sa solidarité et son appui indéfectible à la Révolution algérienne et aux causes des peuples luttant pour leur indépendance.

Dans une allocution à l'occasion de la commémoration des événements du 8 mai 1945, l'ambassadeur d'Algérie à Budapest, Ali Mokrani, a exprimé sa reconnaissance à la solidarité et l'appui exemplaires dont a fait montre le célèbre journaliste hongrois, le défunt Chrudinak, réputé pour son engage-

ment et sa défense indéfectible des causes justes partout dans le monde.

L'apport du défunt s'est traduit par «ses écrits et son combat mené pour la dignité et la liberté, lesquelles ont fait de lui un véritable héros auprès du peuple algérien».

A cette occasion, l'ambassadeur a remis à la veuve du journaliste une attestation de reconnaissance et de remerciements ainsi qu'un trophée symbolisant les martyrs, que le ministère des Moudjahidines avait décidé de remettre à l'ami de la guerre d'Algérie.

Le diplomate a également saisi l'occasion pour exprimer sa gratitude à la

radio hongroise qui transmettait haut et fort le combat de l'Algérie contre l'occupation française, à travers l'émission de Chrudinak, en 1956 depuis Budapest, appelée «Voix d'Algérie».

L'occasion a permis à M. Mokrani de se remémorer les événements du 8 mai, qualifiés de «halte incontournable dans l'histoire du combat libérateur algérien», indiquant que la résistance du peuple algérien, après 130 ans de colonisation, a fait naître un large front de solidarité auquel ont adhéré «les peuples avides de liberté à l'instar du peuple hongrois ami».

Si cette date constitue «une journée

de victoire» célébrée dans certains pays, elle demeurera pour l'Algérie un fait tragique, traduit par les massacres survenus à Sétif, Guelma et Kherrata, ayant fait 45 000 morts, tous âges confondus.

Le diplomate algérien a déploré, à ce propos, «cette tragédie et ce crime contre l'humanité, perpétré par le colonisateur français contre des citoyens innocents et désarmés, condamnés seulement pour avoir décidé de partager la joie de la victoire des alliés en Europe, synonyme du recouvrement de la liberté pour l'ensemble des peuples».

Dila B.

## Une collection chic et élégante de prêt-à-porter pour femmes

## Le site Al-Jawali du prêt-à-porter, un titre d'excellence

**L**a marque Al-Jawali a officiellement lancé son site internet au début de ce mois sacré du ramadhan, une large gamme de modèles de prêt-à-porter proposée pour répondre aux exigences des femmes qui tiennent à préserver leur identité algérienne avec une allure moderne et dans l'air du temps. Al-Jawali est une marque qui aspire à faire connaître les différentes cultures à l'intérieur du pays et à les commercialiser à l'étranger.

La marque Al-Jawali affiche sur son site sa grande passion pour les traditions et les vêtements modernes, nous avons établi nos propres règles dans le domaine de la mode, chaque pièce proposée porte une touche qui renvoie à une région de notre pays. Nous travaillons à la modernisation du concept des tenues traditionnelles et classiques pour s'harmoniser parfaitement avec les styles modernes pour un look jeune et moderne.

Le site comprend un blog à travers lequel nous essayons d'enrichir le contenu électronique algérien par la publication d'articles rédigés par des écrivains et blo-

guez locaux, permettant à faire connaître l'histoire de la tenue traditionnelle, de la préserver et de découvrir les caractéristiques de chaque ville algérienne. Le site Al-Jawali donne la possibilité à ses clients de commander directement sur le site et de payer par virement postal ou à la livraison de la commande, et dans un proche avenir, nous projetons de proposer le service de paiement électronique en ligne en fonction de l'évolution de ce secteur ; aussi, nous travaillons dur pour contribuer à promouvoir le domaine du e-commerce en intégrant tous les services qui permettent au client d'acheter plus facilement depuis son téléphone portable ou son ordinateur.

La marque Al-Jawali propose la livraison vers toutes les wilayas du pays. Le délai de livraison est d'environ deux jours dans la capitale et les wilayas limitrophes telles que Blida et Boumerdès, et de trois jours pour les wilayas du Nord et de cinq jours pour celles du Sud.

«Nous pensons que chaque pièce confectionnée est une œuvre d'art qu'on

se doit d'acquiescer et de préserver», a déclaré Amira Tefridj, créatrice de la marque Al-Jawali, estimant entre autres que chaque Algérienne a le droit de porter algérien avec une touche moderne et d'enrayer l'esprit de régionalisme pour répandre celui de citoyenneté à travers des tenues transmises de génération en génération.

Le site Al-Jawali est l'un des sites les plus modernes avec une conception simple et élégante, et un contenu réfléchi qui répond parfaitement aux questions et besoins des clients en s'adaptant à notre époque.

## À propos d'Al-Jawali :

Al-Jawali est une plateforme de commerce électronique haut de gamme, dédiée au type de vêtements que la fondatrice de la marque, Amira Tefridj, ainsi que les femmes de sa famille, adorent porter modernes avec un esprit algérien.

Son site de commerce électronique propose tout, des robes en coton ornées de couleurs africaines, des robes en satin



et des textiles tlemceniens, des tenues avec une touche kabyle et plus encore, qui ont déjà séduit des acheteurs de plusieurs wilayas et pays. La marque Al-Jawali est une marque de mode prometteuse qui aspire à la mondialisation.

Communiqué



# Le Brent en hausse à 68,55 dollars

■ Les cours du pétrole étaient en petite hausse hier, soutenus par les craintes pour l'approvisionnement aux Etats-Unis après la cyberattaque qui a contraint Colonial Pipeline, distributeur majeur de carburants aux Etats-Unis, à fermer son immense réseau d'oléoducs.

Ph.D. R.



Par Samia Y.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 68,55 dol-

lars à Londres, en hausse de 0,40 % par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour le mois de juin gagnait 0,35 %, à 65,13 dollars.

Les cours du brut sont soutenus «par la cyberattaque perpétrée contre la société Colonial Pipeline, en plus des perspectives d'amélioration de la demande mondiale», a estimé

Ipek Ozkardeska, analyste.

Un des plus grands opérateurs de gazoducs américains, Colonial Pipeline, a dû cesser toutes ses opérations vendredi après avoir été victime d'une cyberattaque.

La société achemine de l'essence et du diesel sur plus de 8 800 km de pipelines à travers les Etats-Unis et alimente aéroports, terminaux et stations-service depuis les raffineries autour du Golfe du Mexique vers la côte Est américaine.

«Il s'agit de l'une, sinon de la plus importante des artères énergétiques des Etats-Unis», a expliqué l'analyste Michael Tran. La société a indiqué dimanche rouvrir seulement une petite partie de ses lignes de distribution entre les terminaux. Elle n'a pas donné de date de réouverture complète, pas plus que les autorités fédé-

rales. «Les investisseurs restent optimistes sur l'ensemble du secteur des matières premières et le pétrole ne fait pas exception», a indiqué de son côté Carlo Alberto, analyste. Les deux contrats de référence évoluent à des niveaux relativement élevés, comparables à ceux des mois précédant la pandémie de Covid-19.

S. Y.

Iran/USA

## La Banque centrale iranienne exhorte les Etats-Unis à lever leurs sanctions

Le gouverneur de la Banque centrale d'Iran (CBI), Abdolnasser Hemmati, a déclaré dimanche que les Etats-Unis devaient lever leurs sanctions bancaires contre la République islamique d'Iran, a rapporté la télévision publique iranienne. L'Iran insiste sur la suppression des sanctions bancaires, la considérant comme une condition sine qua non pour que l'Iran recommence à appliquer intégralement l'accord sur le nucléaire de 2015, également connu sous le nom de Plan d'action global conjoint (JCPOA), a indiqué M. Hemmati.

Dès que cela sera fait, l'Iran vérifiera que les sanctions contre la CBI et les autres banques iraniennes ont bien été levées, et que les transferts d'argent par Swift et entre l'Iran et les autres grandes banques étrangères fonctionnent normalement, a déclaré M. Hemmati. «Nous procéderons à des vérifications à notre manière (...) Personnellement, au vu de l'évolution des négociations, je suis optimiste», a-t-il affirmé. Abbas Araçchi, le négociateur en chef iranien sur la question nucléaire, a annoncé vendredi que les Etats-Unis étaient prêts à lever une grande partie de leurs sanctions contre l'Iran, mais que ce n'était pas encore suffisant. En mai 2018, sous l'ancien président Donald Trump, le gouvernement américain s'est retiré du JCPOA et a réimposé unilatéralement des sanctions contre l'Iran. En réponse aux mesures prises par les Etats-Unis, l'Iran a progressivement cessé de mettre en œuvre une partie des engagements contractés dans le cadre du JCPOA à partir de mai 2019.

Le 6 avril, la Commission mixte du JCPOA a repris ses réunions à Vienne, en Autriche, dans le but de faire revenir les Etats-Unis dans l'accord, et d'inciter l'Iran à recommencer à en observer toutes les clauses.

A. O.

Royaume-Uni

## La livre sterling progresse face aux principales monnaies

La livre sterling avançait face aux principales monnaies hier, forte des résultats des élections en Ecosse et d'une situation sanitaire en nette amélioration au Royaume-Uni.

Hier matin, la livre sterling gagnait 0,75 % face au dollar à 1,4089 dollar, au plus haut depuis le 25 février, et 0,71 % face à la monnaie unique européenne à 86,37 pence pour un euro.

Le dollar restait quant à lui relativement stable face à l'euro après sa chute de vendredi, miné par

des données décevantes sur l'emploi américain.

Le billet vert abandonnait 0,06 % face à la monnaie unique européenne à 1,2174 euro pour un dollar. «Les inquiétudes à court terme concernant un second référendum sur l'indépendance de l'Ecosse semblent s'être quelque peu dissipées après les résultats de l'élection de jeudi», a expliqué Neil Wilson, analyste. Le Parti national écossais (SNP) est sorti victorieux des élections locales pour le Parlement d'Holyrood, à

Edimbourg, mais a manqué d'un siège la majorité absolue. Ce résultat «réduit selon les marchés le risque que l'Ecosse obtienne un nouveau référendum sur son indépendance», a indiqué l'analyste Jeffrey Halley. Les conservateurs écossais, arrivés en deuxième position avec 31 députés, se sont d'ailleurs félicités, se sont d'ailleurs félicités via leur leader Douglas Ross d'avoir «bloqué une majorité pour le SNP et un référendum d'indépendance».

Les analystes soulignent également la situation sanitaire qui

s'améliore outre-Manche, favorable à la santé de l'économie et à la devise britannique.

Le Royaume-Uni devait annoncer hier la poursuite de sa levée des restrictions sanitaires, une étape qui prendra effet le 17 mai. Depuis le lancement de la campagne de vaccination début décembre, plus de 35 millions des 68 millions d'habitants du Royaume-Uni ont reçu une première dose de vaccin contre le Covid-19.

Nabila T.

Liban

## La Banque centrale envisage d'autoriser des retraits limités en dollars

Les Libanais dont les comptes bancaires en devises étrangères sont gelés depuis l'automne 2019 pourraient avoir accès à leurs fonds de manière limitée dès fin juin, en vertu d'un plan élaboré par la Banque du Liban, mais «sous réserve» de l'adoption d'une loi. La Banque centrale libanaise «négocie à l'heure actuelle avec les banques libanaises (...) un mécanisme en vertu duquel les banques commenceraient à donner progressivement (à leurs clients) accès aux dépôts (...) dans toutes les devises», a-t-elle indiqué dimanche dans un communiqué. Le Liban est en proie depuis un an et demi à une crise économique et financière inédite, marquée par un assèchement des liquidités en dollars et par une dévaluation historique de sa monnaie. Après avoir progressivement abaissé le plafond des retraits en dollars puis interdit tout virement vers l'étranger, les banques libanaises ont totalement gelé à partir de

mars 2020 les retraits en devises étrangères. Les titulaires de ces comptes n'ont accès à cet argent qu'en le convertissant en livres libanaises et à un taux de change très inférieur à celui du marché noir. Le dollar s'échange actuellement sur le marché noir à plus de 12 500 livres pour un dollar, contre un taux bancaire de 3 900 livres et un taux officiel de 1 507 livres. Cette situation a notamment affecté les petits et moyens épargnants. Mais cela pourrait

changer car la BDL «a demandé aux banques de lui fournir des données en vue d'un plan qui consisterait à verser (aux épargnants) des sommes pouvant aller jusqu'à 25 000 dollars, en dollars américains ou en toute (autre) devise étrangère, ainsi que l'équivalent en livres libanaises», a-t-elle précisé, sans indiquer toutefois le taux de change qui serait retenu en cas de conversion en livres. La banque centrale prévoit de lancer son

projet «à partir du 30 juin», avec un étalement sur une période dont la durée n'a pas été divulguée. Avec un bémol : il ne sera appliqué que «sous réserve de l'obtention d'une couverture légale». La situation socio-économique du Liban, sans gouverner depuis août 2020, ne cesse de se dégrader. Plus de 50 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, tandis que l'inflation a dépassé 140 % en 2020.

Farid M.

Bourse de Tokyo

## Le Nikkei monte malgré les inquiétudes sanitaires

La Bourse de Tokyo était en hausse hier matin, dans la foulée des gains à New York en fin de semaine dernière, mais les investisseurs tokyoïtes surveillaient la situation sanitaire toujours précaire au Japon. L'indice vedette Nikkei progressait de 0,93 % à 29 629,95 points vers 00h45 GMT, tandis que l'indice élargi Topix montait de 1,04 % à 1 953,09 points. La Bourse de New York a terminé en hausse vendredi malgré les chiffres décevants de l'emploi américain, le Dow

Jones et le S&P 500 atteignant même paradoxalement de nouveaux records car ces données éloignent la perspective d'une hausse des taux d'intérêt. Au Japon, les nombres de cas quotidiens de coronavirus continuaient à augmenter, battant des records dans plusieurs départements du pays. Tokyo, où les Jeux olympiques doivent s'ouvrir dans 74 jours, a recensé 1 032 cas dimanche, passant la barre des 1 000 cas un dimanche pour la première fois depuis mi-janvier.

R. E.

El-Oued

# Une récolte de plus de 8 millions de quintaux de pomme de terre attendue

■ Une récolte de plus de huit millions de quintaux (QX) de pomme de terre est attendue cette saison dans la wilaya d'El-Oued, a annoncé, hier, la Chambre locale d'agriculture.

Par Kaci H.

Cette prévision de récolte est attendue d'une superficie cultivée de plus de 30 000 hectares, soit 30 % de la surface agricole exploitée de la wilaya et estimée à plus de 100 000 hectares, a indiqué le secrétaire général de la Chambre agricole, Ahmed Achour.

Les surfaces consacrées à la pomme de terre ont connu une

stabilité cette année, comparativement à la saison écoulée, a-t-il ajouté, expliquant ce fait par la stabilité des prix de ce produit de large consommation sur le marché local et national, grâce aux mesures adoptées par le ministère de tutelle pour préserver cette activité agricole et protéger le pouvoir d'achat du consommateur. La culture de la pomme de terre est concentrée dans sept communes à vocation agricole de la wilaya (El-Magrane, Hassi-Khelifa, Trifaoui, Reguiba, Débila, Ourmès et Taghezout), qui disposent de vastes étendues agricoles à fort rendement,

a poursuivi M. Achour. Trois de ces communes, à savoir Hassi-Khelifa, Ourmès et Taghezout, disposent d'un marché national de la pomme de terre, car totalisant à elles seules 60 % de la production totale de la wilaya, a-t-il relevé. La wilaya d'El-Oued est leader en matière de production de la pomme de terre à échelle nationale dont elle accapare 45 % de la production, selon le responsable. Elle cultive diverses variétés de pomme de terre, avec un rendement moyen de 300 QX à l'hectare, selon les données de la Chambre d'agriculture.

K. H.



Illizi

## Campagne de dépistage précoce du cancer du col de l'utérus

UN PROGRAMME de dépistage précoce du cancer du col de l'utérus vient d'être lancé au niveau des maternités relevant de l'Etablissement public de santé de proximité d'Illizi, a-t-on appris, dimanche, auprès du service d'épidémiologie et de la prévention à la Direction de la santé et de la population (DSP) de la wilaya. Encadrée par un staff médical spécialisé en médecine préventive et en gynécologie-obstétrique, l'initiative a donné lieu à l'organisation de consultations spécialisées gratuites, a expliqué le chef de service d'épidémiologie à la DSP, D'Yacine Dib. L'opération permettra un dépistage précoce de cette pathologie chez les femmes pour une meilleure prise en charge des cas malades, notamment celles manifestant cette pathologie à ses premiers stades, tandis que les cas complexes seront orientés vers les centres anticancéreux spécialisés dans d'autres régions du pays, a-t-il ajouté.

Devant s'étaler jusqu'à la fin de l'année en cours, le programme prévoit également de prodiguer des conseils sur la maladie et les voies préventives et de prise en charge des malades, l'animation de sessions d'information et de sensibilisation des femmes pour les inciter à effectuer les consultations et le dépistage précoce volontaire.

Yanis B.

Les travaux de raccordement au réseau d'électricité rurale de 47 exploitations agricoles dans plusieurs communes de la wilaya de Mila ont été lancés dimanche par les cadres de la Direction des services agricoles (DSA) et de la concession de distribution de l'électricité et du gaz.

Dans la commune de Ouled Khelouf (sud de Mila), l'opération concerne quatre exploitations agricoles dont les forages et les bâtiments des élevages et de stockage seront ainsi alimentés

en électricité, selon les explications données sur site.

Selon le représentant de la DSA, ce projet s'inscrit dans le cadre d'un programme national d'acheminement de l'électricité aux exploitations agricoles individuelles et collectives pour en promouvoir et développer les activités.

Cinq cent cinq exploitations agricoles ont besoin d'être raccordées à l'électricité dans la wilaya, selon le même cadre qui a précisé que 93 exploitations ont fait l'objet d'évaluation des

Mila

## Raccordement au réseau d'électricité de 47 exploitations agricoles

travaux nécessaires dont 47 ont ainsi connu l'engagement de leurs travaux dans une première tranche. Les dossiers de 349 autres exploitations ont été déposés au niveau des services de la concession de distribution de l'électricité et du gaz qui en a lancé les études nécessaires de raccordement, a ajouté la même source.

Lakhdar Benaïssa, producteur de céréales et fourrages et éleveurs de bovins et ovins à mechta Hassi Berkouk dans la commune d'Ouled Khelouf, a

indiqué que le raccordement au réseau d'électricité des exploitations constituera «un puissant soutien» à l'activité agricole et au retour des agriculteurs ayant quitté leurs terres, ne parvenant plus à supporter les charges des groupes électrogènes fonctionnant au mazout.

Le même paysan a appelé les autorités à poursuivre le soutien des zones agricoles et rurales et leur désenclavement par l'ouverture de routes facilitant l'accès des agriculteurs à leurs terres.

Assia C.

Djelfa

## 700 millions DA pour le raccordement de 500 foyers d'El Guedid au gaz

Une enveloppe financière de 711 millions DA a été affectée au projet de raccordement au réseau public de distribution de gaz naturel de 500 foyers du lotissement urbain Oum Cheggag relevant de la commune d'El Keddidi (100 km à l'ouest de Djelfa), a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya. Le wali, Djilali Doumi, avait procédé, samedi,

dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de la mémoire commémorant les massacres du 8 mai 1945, au lancement du chantier de ce projet visant le raccordement de 500 foyers de ce lotissement, classé zone d'ombre, au gaz naturel, a appris l'APS auprès de la cellule de communication de la wilaya.

Ce projet porte sur la réalisation d'un réseau de conduites de

gaz d'une longueur de 15 km linéaire et de 22,5 km de réseaux de distribution à l'intérieur du tissu urbain, dans un délai n'excédant pas les huit mois, selon la fiche technique du projet.

Cette enveloppe financière, qui s'inscrit dans le cadre du développement des zones d'ombre, a été mobilisée dans le cadre du programme sectoriel complémentaire pour l'exercice

2020 et du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. Ce projet, dont le lancement a coïncidé avec la commémoration d'une date historique importante (8 mai 1945), a été bien accueilli par les habitants de ce lotissement, qui ont grand besoin de cette énergie vitale, vu le froid rigoureux que connaît cette région en hiver.

Hani Y.

Tissemsilt

## Réception de 800 logements AADL

Quelques 800 logements du programme location-vente réalisé par l'Agence nationale de l'amélioration et de développement du logement (AADL) ont été réceptionnés, dimanche à Tissemsilt, outre la pose de la première pierre du projet de réalisation de 1 184 logements AADL à ladite wilaya.

Cette opération qui s'est déroulée sous la supervision du ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Balaribi, a été marquée par la distribution de 538 décisions d'attribution d'aides financières destinées au logement rural.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de distribution, M. Belaribi a relevé «le programme ambitieux tracé dans la wilaya de Tissemsilt pour la prise en charge des besoins des citoyens en matière de logements», lequel comprend 9 170 logements LPL (social), 1 771 logements LPA, 3 284 logements AADL, 3 871 logements ruraux et 342 logements dans le cadre des lotissements sociaux.

Après avoir présenté un exposé sur l'état d'avancement des travaux de ces projets de logements, le ministre a insisté sur l'impératif parachevement des struc-

tures publiques des projets réceptionnés. A cet effet, M. Belaribi a donné des instructions à la direction générale des équipements pour le lancement de 15 nouvelles structures publiques à partir de septembre prochain au niveau des différents projets de la wilaya. Il a été procédé, en outre, à la présentation du plan de la nouvelle cité intégrée située à «la cité Hassen» qui comprend 1 184 logements AADL (dont la première pierre a été posée), 410 logements LPA et 200 logements LPL. Au cours de sa visite, le ministre a posé la première pierre du projet de réalisation de 200 logements

LPA, destiné aux fonctionnaires de la Sûreté nationale, à la cité des Plateaux (commune de Tissemsilt). Pour rappel, la capitale de l'Ouarsenis comprend, au total, 91 602 logements répartis sur 22 communes recensant plus 369 000 habitants. Dans une déclaration à la presse en marge de la visite, M. Belaribi a affirmé que son secteur s'attellera prochainement à la réalisation du projet de la banque de l'habitat, et ce, en application des orientations du président de la République en vue d'une meilleure maîtrise de la politique de relogement.

R. R.



Rencontre arabe de l'Inchad et du Madih

# Les lauréats primés

■ Une chaleureuse atmosphère était ressentie dimanche soir au Palais de la culture Moufidi-Zakaria d'Alger, en présence d'un grand nombre de mounchidine représentant les quatre coins du pays. C'est dans le cadre de la première Rencontre arabe de l'Inchad et du Madih que le mois sacré du ramadhan et celui du patrimoine ont été célébrés.



Par Abia Selles

Inaugurée par la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, à l'Auditorium Moufidi-Zakaria

du Palais de la culture à Kouba, cette première rencontre, organisée le temps d'un soir par l'Association algérienne pour la paix et l'humanité présidée par Belkacem Chihouai, a été pla-

cée sous le slogan «Souffles spirituels et modes artistiques au sein du ramadhan».

Rappelant que l'art de l'Inchad et du Madih étaient en soi une «invitation à s'élever

dans la spiritualité et se hisser vers les valeurs humanitaires», la ministre de la Culture a réitéré sa volonté d'«accompagner et de soutenir ces jeunes prodiges» aux voix présentes et étoffées.

Les troupes «En'Noudjoum el fenniya li el inchad» de Ghardaïa, «Nour El Moustapha» de Mostaganem et «Cheikh Belhaddad» de Bejaïa, ainsi que les ténors Nadjib Ayache, Lokmane Skendar, Zoheir Farès et Yacine Hamouche, lauréats dans plusieurs compétitions de différents événements arabes et internationaux, sont ensuite entrés en compétition pour les prix de «La troupe d'Or», «La voix d'Or» et «La plume d'Or».

Le prix de «La troupe d'Or» a été décerné par le jury ex æquo à l'ensemble «En'Noudjoum el fenniya li el inchad» de Ghardaïa, dirigé par Ahmed Djamel et «Nour El Moustapha» de Mostaganem, avec à sa tête Belalia Bendehiba, alors que le

prix de «La voix d'Or» et celui de «La plume d'Or» ont été obtenus par Abderrahmane Djouamaï et Khaled Ishak, respectivement.

En présence de représentants de la mission diplomatique de l'Etat de Palestine accréditée à Alger, des trophées honorifiques appuyés d'une dotation financière de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) ont été remis aux lauréats ainsi qu'à tous les artistes participant à cet événement.

Le public, relativement nombreux, soumis au strict respect des mesures sanitaires contre la propagation du coronavirus, s'est délecté durant trois heures dans les atmosphères solennelles du chant religieux, applaudissant longtemps l'ensemble des artistes.

A. S.

## Opéra d'Alger Des cours de danses traditionnelles

**VOUS VOULEZ** découvrir le patrimoine algérien à travers ses danses traditionnelles ? Cela tombe bien ! L'Opéra d'Alger «Boualem-Bessaih» a le plaisir de vous annoncer la mise en place des ateliers de danses traditionnelles qu'assurent des danseurs solistes, répétiteurs et professeurs émérites du Ballet de l'Opéra d'Alger. Ces ateliers accueillent les débutants, amateurs et professionnels, âgés de 15 ans et plus. Les inscriptions se font au niveau du siège de l'Opéra d'Alger «Boualem-Bessaih», Ouled Fayet. Pour toute demande d'information ou pré-inscription, un numéro est mis à la disposition des intéressés : 0770 24 06 00. Inscrivez-vous sans tarder, car les places sont limitées.

L. B.

Pour promouvoir la culture de l'enfant

## Une nouvelle convention de coopération

Le ministère de la Culture et des Arts et l'Organe national de la protection et de la promotion de l'enfance (Onppe) ont signé une convention portant appui à la coopération et de la coordination bilatérales pour renforcer la protection des droits de l'enfant et la promotion de l'enfance.

Cosignée par la ministre de la Culture, Malika Bendouda et la présidente de l'Onppe, Meriem Cherfi, en présence des cadres des deux départements, la convention a pour objectif «la définition des conditions et des modalités d'élargissement de la coopération entre le ministère et

l'Onppe. En vertu de cette convention, les deux parties procèdent à la prise de mesures pour renforcer la coopération et l'échange d'expertise en matière de promotion et de protection de l'enfance et d'encouragement des activités culturelles dédiées aux enfants à travers l'élaboration de programmes nationaux communs. La convention a pour objectif de permettre aux enfants aux besoins spécifiques d'accéder aux espaces publics de lecture, tout en offrant à cette frange les facilités nécessaires, en sus de l'intégration des enfants aux différents ateliers artistiques et pédagogiques (musique, des-

sin, théâtre) et de la création de clubs culturels. Intervenant à cette occasion, M<sup>me</sup> Bendouda a affirmé : «Nous avons réalisé, aujourd'hui, un premier pas pour les enfants artistes qui, eux aussi, ont le droit d'accéder à la culture». «Les espaces de culture relevant du ministère, notamment les bibliothèques, sont mobilisés pour offrir une animation culturelle à cette catégorie», a-t-elle souligné.

M<sup>me</sup> Cherfi a salué, dans son allocution, l'initiative de conclure une convention de coopération entre ses services et ceux du ministère de la Culture et des Arts, qui concerne «l'élargisse-

ment du cercle de coopération et l'encouragement des activités culturelles et artistiques destinées aux enfants sans discrimination, grâce à l'élaboration de programmes nationaux communs concernant la vie et la culture de l'enfant».

La manifestation a été marquée par des interventions sur la «santé mentale des enfants» et les «préoccupations des familles d'enfants autistes via le numéro vert 1111 de l'Organe», en sus des «expériences de nombreuses associations spécialisées dans le domaine de prise en charge de cette catégorie».

L. B.

Musique

## Création de l'orchestre philharmonique «Bouna»

Un orchestre philharmonique «Bouna» vient d'être formé à l'annexe de l'Institut régional de formation musicale d'Annaba par l'association culturelle de wilaya «Orchestre philharmonique Bouna» créée récemment, a-t-on

appris, dimanche, de la chargée de communication de l'association, M<sup>me</sup> Fatima-Zahra Bouledroua.

Cet orchestre se fixe pour objectif de «préserver le patrimoine musical local et national, de l'enrichir et de permettre aux

jeunes talents de toutes les catégories d'âge de s'épanouir», a indiqué à l'APS Mme Bouledroua.

L'orchestre permettra aux formateurs et étudiants en musique de se familiariser avec les classiques de la musique universel-

le, de préserver, d'enrichir et de promouvoir le patrimoine musical local et national à travers le pays et à l'échelle internationale, a précisé la même source.

L'orchestre philharmonique «Bouna» est constitué d'environ 30 musiciens, dont 14 violon-

nistes, outre des pianistes, des saxophonistes, clarinettes et des guitaristes. Il active au sein de l'annexe de l'Institut régional de formation musicale qui se trouve dans la commune d'El Bouni, a-t-on indiqué.

M. K.

En dépit de la pandémie de Covid-19

## Des festivals de musique programmés cet été

Le Premier ministre belge, Alexander De Croo, estime «possible» d'organiser à nouveau «quelques grands festivals dans la seconde moitié de l'été», comme le rendez-vous de musique électronique Tomorrowland, a indiqué, dimanche, son cabinet.

Les détails doivent être annoncés aujourd'hui par le comité de concertation, qui regroupe le gouvernement fédé-

ral et les entités fédérées. «L'une des options envisagées consiste à accorder l'accès sur la base du certificat vert européen», selon cette source.

Ce certificat sanitaire européen, doté d'un code QR attestant que son titulaire a été vacciné, a passé un test négatif ou est immunisé après avoir été infecté par le Covid-19, fait actuellement l'objet de négociations au sein de l'UE avec l'objectif d'être en

place avant la fin juin.

Les chefs de l'Etat et de gouvernement de l'UE en ont discuté lors du sommet de Porto qui s'est tenu vendredi et samedi, mais ce système de passe harmonisé entre les Vingt-Sept fait encore l'objet de divergences.

L'entrée des festivals ne serait possible qu'avec des billets achetés à l'avance afin de permettre le traçage, et l'accès serait limité aux visiteurs euro-

péens et du Royaume-Uni, est-il précisé.

Le dirigeant belge «est convaincu qu'il devrait être possible d'organiser (cela) correctement et en toute sécurité», indique son cabinet, expliquant notamment que «d'ici le mois d'août, tous les adultes en Belgique auront eu la possibilité de se faire vacciner».

Alexander De Croo s'est entretenu ce week-end avec,

entre autres, les organisateurs du festival Tomorrowland. Ce rendez-vous, l'un des plus gros festivals électro du monde, a prévu de se tenir du 27 août au 5 septembre à Boom, en Flandre (nord).

En 2020, le festival, comme d'autres en Belgique, avait été annulé en raison de la pandémie, les organisateurs se rabattant sur une édition virtuelle.

D. R.



# Nouvelle journée de violences à Jérusalem-Est, plus de 300 blessés

■ Jets de pierres, gaz lacrymogènes, balles en caoutchouc. De nouveaux affrontements ont opposé hier, sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem-Est, fidèles palestiniens et policiers israéliens, faisant plus de 300 blessés, en majorité palestiniens, après un week-end de violences dans la Ville sainte.

Par Mourad M.

Face à l'escalade, une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU est prévue plus tard dans la journée, à la demande de la Tunisie, sur la situation à Jérusalem-Est, secteur palestinien occupé par Israël depuis plus de 50 ans.

Alors que les appels internationaux au calme se multiplient, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a salué la «fermeté» des forces de l'ordre pour garantir la «stabilité» à Jérusalem. «Nous les soutenons dans cette juste lutte».

L'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas a elle dénoncé une «agression barbare» des forces israéliennes et le chef du mouvement islamiste palestinien à Ghaza, Ismaïl Haniyeh, a averti que la «résistance palestinienne ne restera pas les bras croisés».

En début d'après-midi, les affrontements ont cessé sur l'esplanade, troisième lieu saint de l'islam situé dans la Vieille ville et dont l'accès a été limité en journée aux fidèles âgés de 40 ans et plus. Mais la situation reste tendue.

Tôt le matin, des centaines de Palestiniens ont lancé des projectiles en direction des forces israéliennes positionnées à l'intérieur de l'esplanade des Mosquées, a constaté un journaliste de l'AFP. Les policiers ont riposté en tirant des balles en caoutchouc et des gaz lacrymogènes.

Selon le Croissant-Rouge palestinien, plus de 305 Palestiniens ont été blessés, dont plus de 200 évacués dans des ambulances sirènes hurlantes dans des hôpitaux.

Le D' Adnane Farhoud, directeur général de l'hôpital Maqassed, a fait état de nom-

breuses blessures au visage et aux yeux par des balles en caoutchouc.

«Nous craignons qu'une chose grave se produise aujourd'hui», a dit le D' Farhoud à l'AFP, alors que sept patients sont dans un état critique selon le Croissant-Rouge.

La police israélienne, qui garde les accès de l'esplanade appelée Mont du Temple par les juifs, a fait état d'au moins neuf blessés dans ses rangs. Elle a averti qu'elle ne laisserait «pas des extrémistes menacer la sécurité du public».

La reprise des violences a coïncidé avec «la Journée de Jérusalem», marquant, selon le calendrier hébraïque la conquête de Jérusalem-Est par l'État hébreu et souvent émaillée de heurts entre Palestiniens et Israéliens.

Israël a proclamé l'ensemble de Jérusalem sa capitale «éternelle et indivisible», tandis que les Palestiniens ambitionnent de faire du secteur oriental la capitale de l'État auquel ils aspirent. La question de Jérusalem constitue l'une des principales pierres d'achoppement dans les négociations de paix israélo-palestiniennes au point mort depuis plusieurs années.

Vendredi soir, plus de 200 personnes, en grande majorité des Palestiniens mais aussi des policiers israéliens, ont été blessés dans les plus violents heurts depuis 2017 sur l'esplanade des Mosquées, lieu de hautes tensions.

Samedi et dimanche, le calme était revenu sur l'esplanade mais les heurts ont continué entre Palestiniens et policiers israéliens dans d'autres secteurs de



Jérusalem-Est, faisant plus d'une centaine de blessés, selon le Croissant-Rouge palestinien.

L'un des vecteurs de tension des dernières semaines à Jérusalem-Est est le sort de familles palestiniennes du quartier de Cheikh Jarrah menacées d'expulsion au profit de colons juifs. Une audience de la Cour suprême israélienne dans cette affaire prévue hier a été reportée sine die. Dans la bande de Ghaza, l'enclave palestinienne contrôlée par le Hamas, des ballons incendiaires et des roquettes ont été lancés dans la nuit vers le sud du territoire israélien limitrophe, en appui aux manifestants de Jérusalem.

Deux des sept roquettes ont été interceptées par le système anti-missiles et trois sont tombées dans des terrains vagues, selon l'armée. En représailles, l'armée a tiré «contre des postes

militaires» du Hamas à Ghaza et fermé le point de passage d'Erez, le seul permettant à la population de Ghaza de sortir vers Israël.

Craignant l'escalade, dès vendredi, les États-Unis ont appelé Israéliens et Palestiniens à «mettre un terme à la violence» et exprimé leur inquiétude quant à «l'expulsion potentielle des familles palestiniennes de Cheikh Jarrah».

L'Union européenne ainsi que les Emirats arabes unis, Bahreïn, le Maroc et le Soudan, quatre pays arabes ayant normalisé leurs relations avec Israël ces derniers mois, ont appelé au calme et à la retenue.

La Turquie a appelé «le monde à agir pour mettre fin à cette agression israélienne intenable contre des civils non armés sur leur propre terre».

M. M.



## Commentaire

Union

Par Fouzia Mahmoudi

François Hollande, qui a été premier secrétaire du Parti socialiste durant plus de onze années et président de la République, ne se gêne pas pour critiquer Olivier Faure, l'actuel patron du PS. Peut-être, d'ailleurs, que François Hollande se permet-il ces critiques plus en tant qu'ex-dirigeant des socialistes qu'en tant qu'ex-président de la République. Mais toujours est-il que les attaques incessantes de Hollande agacent au plus haut point Olivier Faure qui ne supporte plus l'attitude de l'ex-chef d'État. Cette semaine, l'ancien président socialiste a critiqué une fois encore la stratégie du premier secrétaire : vouloir rassembler la gauche, mais pas obligatoirement derrière un candidat PS. «Ce n'est pas l'union qui fait la force, mais la force qui fait l'union», a encore voulu rappeler François Hollande lors de la commémoration de la victoire de François Mitterrand en 1981, dimanche au Creusot. Manière d'inviter les socialistes à renforcer leur parti, pour redevenir la force incontestable de gauche. «Un PS fort je veux bien... Mais je n'ai pas hérité du Parti socialiste à 40 % ou 50 %, j'en ai hérité à 6 %», a répliqué Olivier Faure hier. Le chef du parti de la rose a ainsi interpellé Hollande, estimant qu'«il faut s'appliquer à soi-même les leçons qu'on donne», «On ne peut pas en permanence faire la leçon quand on a une responsabilité dans l'échec de la gauche», a-t-il insisté. «Il faut maintenant que tout le monde se mette sur le pont, que tout le monde cherche à avancer plutôt qu'à penser à soi quand il faudrait penser collectif», a affirmé Faure, assumant son envie de «penser au-delà du PS» pour permettre une victoire de la gauche au sens large en 2022. François Hollande estime, lui, au contraire, que le PS d'aujourd'hui a tout intérêt à «retenir les leçons» des victoires socialistes d'hier, à commencer par la sienne en 2012. «Est-ce que la gauche qui a été victorieuse en 1981, également en 1997 avec Lionel Jospin et en 2012 avec moi, peut de nouveau être un facteur d'espérance ? Ou est-ce que cette histoire est terminée ? Non cette histoire n'est pas terminée», a affirmé le deuxième président socialiste de la V<sup>e</sup> République, hier matin. Selon l'ancien chef d'État, cette volonté de rassemblement de la gauche prend le dessus sur le fond. «Le problème, c'est que la gauche ne propose rien. Elle est toujours en train de rechercher je ne sais quelle union, de provoquer je ne sais quelle réunion, d'assurer qu'elle va se mettre d'accord (mais) ne se met d'accord sur rien», a-t-il égrillé. «Ce que je propose, c'est tout simple. C'est que d'abord une force politique, socialiste, fasse un projet, un programme, et ouvre à la discussion avec les partenaires et avec les Français», a-t-il, une nouvelle fois, proposé. Mais ces propositions ne trouvent que peu ou pas d'écho chez les socialistes, qui semblent avoir intégré leur faiblesse sur l'échiquier politique et qui veulent s'assurer de s'allier au bon cheval pour 2022 pour espérer, pourquoi pas, pouvoir jouer un rôle plus important dans le futur, même si cela doit être un rôle de second cou-teau.

F. M.

## Afghanistan

### Après une flambée de violences, les talibans décrètent un cessez-le-feu pour l'Aïd

Les talibans ont annoncé hier un cessez-le-feu de trois jours pour l'Aïd el-Fitr, la fête musulmane qui marque cette semaine la fin du ramadhan, après une recrudescence de la violence au moment où Washington s'apprête à retirer ses soldats d'Afghanistan.

Le pays connaît une flambée de violences depuis le 1<sup>er</sup> mai, date à laquelle les États-Unis étaient supposés avoir retiré leurs 2 500 soldats encore présents sur place.

Au moins onze personnes sont mortes hier après l'explosion d'une bombe au passage d'un bus, dans la province de Zaboul (Sud), quelques heures avant l'annonce faite par les talibans, selon le ministère de l'Intérieur.

Deux jours auparavant, l'at-

tentat le plus meurtrier depuis un an avait été perpétré devant une école pour filles de Kaboul. Au moins 50 personnes sont décédées, en majorité des élèves, et une centaine ont été blessées dans une série d'explosions.

Hier matin, les talibans ont ordonné aux combattants de «cesser toutes les attaques contre l'ennemi dans tout le pays du premier au troisième jour de l'Aïd», fête dont la date est fixée par la position de la lune, selon un communiqué des insurgés.

L'Aïd el-Fitr est la fête musulmane qui marque cette semaine la fin du ramadhan et sa date est fixée par la position de la lune.

L'an passé, les talibans avaient également déclaré des cessez-le-feu à l'occasion des fêtes musulmanes.

Généralement, le gouverne-

ment répond en décrétant lui aussi un cessez-le-feu mais le négociateur en chef Abdullah Abdullah a déclaré hier que ce dont le pays a besoin, c'est d'un cessez-le-feu permanent.

«Nous pensons que la meilleure solution pour sortir de la crise est d'accélérer les pourparlers de paix, de déclarer un cessez-le-feu durable et de mettre fin aux combats pour toujours», a-t-il souligné dans un communiqué.

Samedi, une série d'explosions s'est produite devant un établissement scolaire d'un quartier surtout peuplé de chiïtes hazaras, souvent visés par les militants sunnites extrémistes, dans l'ouest de la capitale afghane, au moment où nombre de ses habitants faisaient leurs courses.





## Mounir Zeghdoud, entraîneur de l'USMA «Une qualification qui nous fera beaucoup de bien»

L'entraîneur de l'USM Alger, Mounir Zeghdoud, a estimé que la qualification de son équipe pour les quarts de finale de la Coupe de la Ligue professionnelle de football, samedi soir à domicile face au MC Alger (2-0), «fera beaucoup de bien» en prévision du reste du parcours. «C'est une qualification qui nous fera beaucoup de bien, qui va nous permettre de préparer nos prochains rendez-vous dans la sérénité. Le match était très difficile contre une bonne équipe du MCA, composée de joueurs d'expérience et forts techniquement. Le Mouloudia était compétitif par rapport à nous», a indiqué Zeghdoud, dans une déclaration vidéo publiée sur le site officiel du club. L'USMA est parvenue à sceller sa qualification grâce à ses deux nouvelles recrues hivernales. Le Ghanéen Kwame Opoku a ouvert d'abord le score à la 19<sup>e</sup> minute, avant que

Zakaria Naïdji ne corse l'addition dans le temps additionnel (90e+2). «Nous avons bien géré nos moments forts et faibles de la partie. L'ouverture du score en première période nous a permis de jouer à l'aise, même si nous savions qu'il y aurait des espaces. On savait que le MCA allait jeter toutes ses forces en attaque pour égaliser. Le deuxième but nous a complètement soulagés. Cette victoire nous permet d'avoir un bon moral pour la suite», a-t-il ajouté. Arrivé à la barre technique en mars dernier, en remplacement du Français Thierry Froger, Zeghdoud est toujours invaincu avec les «Rouge et Noir», alignant jusqu'à une série de six matchs sans défaite, toutes compétitions confondues. Lors du prochain rendez-vous, l'USMA recevra la JS Naales, le week-end du 15-16 mai, dans le cadre de la 21<sup>e</sup> journée du championnat de Ligue 1.

### Centre de formation de Zéralda

## Le MCA obtient le permis de construire

Le MC Alger a obtenu le permis de construire pour son centre de formation et d'entraînement de Zéralda (Ouest d'Alger) qui sera réalisé par la société nationale de génie civil et bâtiment (GCB), filiale de Sonatrach, indique, dimanche, un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines. «La concrétisation de cette démarche fait suite à la dernière rencontre du samedi 24 avril 2021, ayant regroupé les responsables du secteur de l'Energie et des Mines, la Sonatrach, de la Jeunesse et des Sports, les autorités locales ainsi que les représentants des comités de supporters et d'anciens joueurs du MCA», souligne la même source. Les travaux du Centre d'entraînement et

de formation du MC Alger, sis à Zéralda, débiteront après les mois de ramadhan, suite aux orientations données par le wali d'Alger, Youcef Chorra, pour accélérer la délivrance des autorisations relatives à la réalisation de ce projet.

Dans un communiqué publié le 24 novembre 2020, la direction du MC Alger avait regretté le retard accusé dans le début des travaux de construction du Centre de préparation et de formation, «malgré le fait qu'elle ait réglé les frais relatifs à l'acquisition de la parcelle de terrain auprès de la direction des biens de l'Etat». Le MCA a déboursé 80 milliards de centimes pour acquérir le terrain de Zéralda, d'une superficie de 4 hectares.

### Voile / Jeux Méditerranéens 2022

## Les préparatifs du test-event avancent bien

La Fédération algérienne de voile (FAV) a indiqué dimanche que son président Mohamed Azzoug s'est rendu ce week-end à Oran, où il a constaté avec «satisfaction» l'avancement des préparatifs en vue du test-event qui s'y déroulera cet été et permettra de préparer dans les conditions du réel les Jeux Méditerranéens de 2022. «Le président Azzoug s'est déplacé à Oran pour s'enquérir des préparatifs du test-event qui s'y déroulera cet été, entre le 27 juin et le 3 juillet», pour préparer les Jeux Méditerranéens de 2022,

a-t-on précisé de même source.

«La visite d'Azzoug sur site s'est faite en présence du DJS d'Oran, Sifia Yacine, ainsi que de Nenchekor Sofiane, membre du Comité d'organisation des JM, et d'Arif Hamza, président de la Ligue oranaise de voile», a indiqué la FAV, ajoutant qu'«une réflexion a été engagée» entre les différentes personnes sus citées «pour trouver la meilleure jonction, en termes logistiques, entre la station balnéaire des Andalouses et le Complexe New Beach».

### CS Sfax

## Hamadi Edou nouvel entraîneur

Le CS Sfaxien, adversaire de la JS Kabylie en quarts de finale de la Coupe de la Confédération africaine de football, a annoncé avoir engagé le technicien tunisien Hamadi Edou pour un contrat d'une saison et demie, en remplacement de l'Espagnol José Murcia. Edou (52 ans) avait déjà fait partie du staff technique sfaxien en tant qu'adjoint en 2012, avant de devenir entraîneur en chef de décembre 2013 à juin 2014. Il a notamment exercé son métier en championnat algérien, en dirigeant le DRB Tadjenanet et

l'USM El-Harrach entre 2017 et 2018. Le comité directeur du CSS avait officialisé vendredi sa séparation avec l'entraîneur espagnol José Murcia, avant d'annoncer samedi la rupture du contrat à l'amiable avec le directeur sportif Nizar Khanfir. Sous la houlette de Murcia, le CSS n'était parvenu à réaliser qu'une seule victoire sur dix matches disputés (6 nuls, 3 défaites et un seul succès) pour se retrouver aujourd'hui à la 4<sup>e</sup> place du championnat de la Ligue 1 tunisienne avec 36 points, à égalité avec l'AS Soliman. En Coupe de la

Confédération, José Murcia a réussi à mener l'équipe où évoluent les deux joueurs algériens, Sabri Cheraitia et Zakaria Mansouri, jusqu'en quarts de finale, après avoir terminé la phase de poules à la deuxième position de son groupe. Lors de la première manche des quarts de finale de la Coupe de la Confédération, le CSS recevra la JSK le dimanche 16 mai au stade Tayeb-M'hiri de Sfax (17h00), avant de se rendre à Tizi-Ouzou pour disputer le match retour, fixé au dimanche 23 mai au stade du 1<sup>er</sup>-Novembre (17h00).

### Verts d'Europe

# Boudaoui, Delort, Ferhat et Bennacer s'illustrent

De nombreux internationaux algériens se sont illustrés avec leurs clubs respectifs lors des derniers matches qu'ils ont disputés dans les championnats européens.



Ferhat a brillé face au FC Metz

Par Mahfoud M.

C'est le cas, en France, du milieu de terrain de l'OGC Nice, Hicham Boudaoui, qui a égalisé pour son équipe lors du match remporté face à Brest. De son côté, l'ancien usmiste, Zineddine Ferhat, actuellement au Nîmes Olympique, a battu son coéquipier en EN et gardien du FC Metz pour clôturer le festival offensif de son équipe face aux gars de Metz. Ferhat avait aussi provoqué un penalty que son coéquipier Ripart n'a pas manqué de transformer. Pour sa part, l'attaquant de Montpellier, Andy Delort, a inscrit son 14<sup>e</sup> but

pour son équipe cette saison face à la formation du RC Strasbourg. Toujours en France, le sociétaire du SCO Angers, Farid El Mellali, a brillé lors du match de son équipe face à Dijon, remporté sur le score de 3 à 0, en inscrivant l'un de ces trois buts. L'ailier formé au Paradou a profité d'un joli centre excentré pour tromper le défenseur adverse en vue de tirer au but. Son tir, mal détourné par le gardien bourguignon, finit ainsi sa course dans les filets adverses. En Italie, le milieu de terrain du Milan AC, Ismaïl Bennacer, s'est illustré lors du choc joué par sa formation face à la Juventus Turin de Cristiano Ronaldo, remporté par les

Rossoneri sur le score de (3/0). Titularisé dans l'entrejeu lombard, l'Algérien a réalisé l'une de ses plus belles performances de la saison après avoir subi quelques complications physiques tout au long de l'exercice 2020/2021. Présent dans le jeu de construction milanais, Bennacer a su montrer l'étendue de son talent et de son intelligence tactique dans un rôle défensif, minimisant ainsi les incursions adverses dans sa surface de réparation. Ismaïl Bennacer a délivré une passe décisive pour l'international croate Rebic qui parvint à tromper Szczesny d'un tir astucieusement placé et puissant.

M. M.

### Paradou AC

## Hamza Mouali convoité par Lyon

Le défenseur algérien Hamza Mouali, sociétaire du Paradou AC, serait convoité par la formation de l'Olympique Lyonnais (Ligue 1/France), en quête d'un renfort lors du prochain mercato d'été, a rapporté, dimanche le quotidien français «L'Equipe». «Podium ou pas en fin de saison, la formation de l'Olympique Lyonnais devrait connaître un mercato d'été plutôt

agité avec notamment la venue d'un nouvel entraîneur. Côté effectif, Juninho s'activerait en coulisses pour dénicher un latéral gauche», a écrit le journal français. L'Olympique Lyonnais rechercherait un latéral gauche et Mouali, considéré comme joueur au gros potentiel et dont le prix ne serait pas excessif, serait un des deux noms qui auraient été cochés par les res-

ponsables du club français où évoluent déjà les internationaux algériens Djamel Benlamri et Islam Slimani. Outre l'Algérien Hamza Mouali (23 ans) sur lequel les dirigeants des Gones auraient pris des renseignements, le club français suit deux autres pistes, à commencer par Renan Lodi (23 ans), qui évolue en Espagne sous les couleurs de l'Atlético Madrid. Le joueur, peu utilisé par son club, pourrait demander un bon de sortie à ses dirigeants. Mais pour obtenir la venue du joueur dont le contrat se termine en juin 2025, l'OL pourrait tenter un prêt. En troisième position des joueurs ciblés par l'OL pour le mercato d'été figure un Brésilien libre en fin de saison. Déjà l'année dernière, Hamza Mouali, formé au Paradou AC et qui a porté les couleurs nationales chez les U20 et U23, était convoité par l'AS Saint-Etienne, juste après sa participation à la Coupe de la Confédération africaine de football 2019-2020.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

29<sup>e</sup> jour de ramadhan  
Imsak : 03 : 53  
Iftar : 19 : 49

Climat des affaires/Rapport Doing business

## Le Cnese examine les moyens d'améliorer le classement de l'Algérie

L'amélioration du classement de l'Algérie dans le rapport Doing business de la Banque mondiale a été au centre d'une série de rencontres organisées par le Conseil national économique, social et environnemental (Cnese) qui prend désormais en charge ce dossier, a indiqué, hier, le Conseil dans un communiqué.

«S'inscrivant en droite ligne des engagements du président de la République contenus dans son programme, notamment celui s'attachant aux libertés économiques et à l'amélioration de l'environnement des affaires et de la promotion de l'investissement, le Conseil national, économique, social et environnemental (Cnese) a, en présence des secteurs et entités directement concernés par cette problématique, organisé une série de rencontres pour identifier les nœuds gordiens auxquels l'Algérie doit faire face afin d'asseoir une véritable réforme structurelle et prospective», a expliqué la même source.

Ces rencontres visent, selon le Cnese, «à la promotion de l'investissement productif, la création d'un écosystème favorable à l'entrepreneuriat et l'amélioration des facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers (IDE)».

A la faveur de ces rencontres, le Cnese a procédé à l'examen du rapport Doing Business (classement de la Banque mondiale) dont la gestion lui a été confiée.

Dans ce cadre, il a été établi

trois «perspectives axiales» et qui constituent «le socle de la feuille de route élaborée lors desdites rencontres tenues en présence des différentes parties prenantes», a fait savoir le communiqué.

Il s'agit du rehaussement du Comité national dédié à l'amélioration de l'environnement des affaires, de l'installation des groupes de travail techniques de haut niveau pour le suivi des indicateurs qui concourent au «ranking» du pays établi dans le cadre du Doing Business ainsi que la mise à jour du plan d'action dudit Comité national.

Rappelant la suspension décidée par la Banque mondiale quant à la publication du rapport Doing Business en raison d'«irrégularités» dans les données relayées dans ses rapports de 2018 et 2020, le Cnese a souligné avoir formulé des propositions, via une plateforme électronique ouverte aux pays membres, pour la révision et l'amélioration de la méthodologie observée, jusqu'ici, par cette institution.

A cet effet, le Conseil a émis le point de vue et les observations des autorités algériennes quant aux limites de la méthodologie Doing Business et la «subjectivité de quelques contributeurs», tout en formulant des préconisations du Cnese et des membres du Comité national pour améliorer la méthodologie et lever toute incohérence dans l'évaluation des pays, a-t-on souligné de même source.

Ouali N.

Tennis / Classement ATP

## Medvedev reprend la 2<sup>e</sup> place à Nadal

Le Russe Daniil Medvedev a pris la 2<sup>e</sup> place du classement ATP, publié hier, à l'Espagnol Rafael Nadal, éliminé en quarts de finale du Masters 1000 de Madrid, alors que le Serbe Novak Djokovic domine toujours la hiérarchie mondiale.

L'Allemand Alexander Zverev, vainqueur dimanche à Madrid, a consolidé sa 6<sup>e</sup> place. Il restait sur trois défaites en finale dans cette catégorie de tournois la plus importante après ceux du Grand Chelem, à Rome en 2018, à Shanghai en 2019, et à Paris en 2020.

L'autre finaliste, l'Italien Matteo Berrettini, grimpe lui

d'une place, au 9<sup>e</sup> rang mondial. Pour la première fois depuis sa création en 1973, aucun Américain ne figure dans le Top 30 du classement ATP. Le premier Américain au classement, Taylor Fritz, perd un rang cette semaine (31<sup>e</sup>).

Ce recul reflète le déclin des Etats-Unis qui sont le pays ayant compté le plus de joueurs N.1 mondial (Jimmy Connors, John McEnroe, Jim Courier, Pete Sampras, Andre Agassi, Andy Roddick), mais n'ont plus eu de représentant au sommet du tennis masculin depuis début 2004.

R. S.

## Fin du Ramadan



Djalou@hotmail.com

Éducation nationale à Béjaïa

## Le Sete entre en grève

■ Alors que le mouvement de grève de trois jours, initié par les huit syndicats autonomes, en l'occurrence le Satef, CLA, Unpef, Cnadl, Snacel, Snadep, Snace et Snafie, se poursuivait hier pour la deuxième journée consécutive avec, en appui, un rassemblement de protestation devant le siège de la Direction de l'éducation, le Syndicat d'entreprise des travailleurs de l'Éducation nationale (Snte) est entré hier en action avec une grève de deux jours.

Par Hocine Cherfa

Les paliers primaire et moyen étaient presque paralysés hier, notamment à l'est de la wilaya, est partiellement dans la daïra de Béjaïa et la région de la Soummam. Selon le secrétaire général du Sete, Yacine Hassani, «la majorité de nos adhérents sont en grève, soit environ 90 %». «Nous avons enregistré un taux d'adhésion très élevé dans la région de l'est de la wilaya et un taux d'adhésion partiel à Béjaïa et dans la région de la Soummam», a-t-il ajouté. Et de préciser : «Nous avons décidé d'entrer en grève suite à la décision du conseil de wilaya élargi aux délégués des établissements qui s'est réuni en session extraordinaire jeudi dernier, à la demande de la base».

S'agissant des revendications du syndicat, notre interlocuteur déclarera : «Elles sont identiques à celles des autres syndicats». Le Sete réclame «l'amélioration du pouvoir d'achat, le relèvement du point indiciaire, la révision du régime indemnitaire, la régularisation en urgence des situations financières latentes, l'ouverture du dossier de la retraite anticipée à après 50 ans ou 32 ans de service, la suppression de la gestion communale des écoles primaires et son transfert au secteur de l'Éducation, la révision de la grille de l'IRG, l'augmentation des allocations familiales et de l'indemnité de la femme au foyer, l'application avec effet rétroactif du décret présidentiel N° 268/14 en incluant le personnel de l'intendance, la correction de la classification pour certains

corps dont les superviseurs, personnel d'intendance, responsables de direction, l'intégration des corps communs et ouvriers professionnels et APS dans le statut particulier des travailleurs l'éducation nationale», entre autres. Le Sete a justifié le recours à la grève «après l'évaluation approfondie et un constat des plus amers de la situation du secteur» et dénonce «l'immobilisme et l'inertie des pouvoirs publics quant à l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs et la prise en charge de leurs préoccupations socio-professionnelles maintes fois examinées», lit-on dans le communiqué du syndicat. Et d'asséner que «cette mauvaise volonté relève du mépris envers un secteur aussi stratégique et sensible».

Hocine Cherfa

Sénégal

## Saisie de plusieurs tonnes de faux médicaments

Plusieurs tonnes de faux médicaments, d'une valeur estimée à plus de 1,5 milliard de francs CFA (environ 2,8 millions de dollars), ont été saisies dans la région sénégalaise de Kaolack (centre), a indiqué, hier, l'administration douanière sénégalaise.

Selon la source, cette saisie, qualifiée d'inédite, a été réalisée

par la Brigade commerciale des Douanes de Keur Ayip, région de Kaolack, sur un camion frigorifique en provenance de la Gambie.

Elle a précisé que les médicaments étaient cachés sous des caisses de poissons congelés.

Les douaniers de Keur Ayip ont saisi également 649 kg de

comprimés testés positifs à la morphine pure dont la valeur n'a pas encore été déterminée, a renseigné la même source.

Les douanes sénégalaises ont réaffirmé leur détermination à combattre le trafic des faux médicaments qu'elles considèrent comme une criminalité transfrontalière.

R. A.